

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

Hebdomadaire du  
Parti ouvrier indépendant  
démocratique

Pour le socialisme,  
la République et la démocratie

# LA TRIBUNE DES TRAVAILLEURS

Pour l'Internationale  
ouvrière

67 avenue Faidherbe  
93100 Montreuil

Tribune libre de la lutte des classes

par AdmPi

Par Daniel Gluckstein —

C'est peu dire que les manifestations du 28 novembre ont surpris nombre de commentateurs par leur ampleur. Elles en ont même inquiété quelques-uns. La colère et l'indignation contre la loi liberticide dite sécurité globale ont rassemblé des centaines de milliers de manifestants dans les rues de dizaines de villes. Des manifestants d'autant plus déterminés que l'accumulation des violences policières est venue confirmer que l'interdiction de filmer ou de photographier les actions policières laisserait libre cours à une escalade de répression sans limite ni garde-fou.

Une véritable crise de l'État a éclaté. Dans le régime de la Ve République, la domination de la classe capitaliste suppose que toutes les

**La TT en  
numérique  
aussi**

Lire ici...



**Soutenez la  
TT  
versez 5, 10,  
20,  
50 euros...**

**Je verse**



institutions, tous les corps constitués se relient et s'articulent autour d'un seul pivot, clef de voûte des institutions : le président de la République. Or, à quoi assiste-t-on ? À une dislocation à tous les niveaux. La loi à peine adoptée au Parlement, le ministre Darmanin a juré qu'on n'y toucherait plus. Mais la mobilisation massive pour la défense des libertés a balayé ses roulements de mécaniques. On a vu quarante députés du groupe macroniste à l'Assemblée refuser de voter la loi ; puis on a entendu le Premier ministre Castex confier à une commission le soin de réécrire l'article 24, provoquant la protestation immédiate et publique des présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, Ferrand et Larcher, revendiquant pour le Parlement la responsabilité d'écrire les lois ; on a alors entendu Castex bafouiller qu'on l'avait mal compris ; et puis, à nouveau, les déclarations des uns et des autres disant qu'il était hors de question de réécrire quoi que ce soit ; pour finalement apprendre lundi 30 que, à la demande de Macron, l'article 24 serait totalement réécrit. Tout cela en quelques jours ! Et ce n'est pas fini...

Entre-temps, les « bavures policières » se multiplient. Des secteurs de la police, institution majeure de l'État bourgeois, affichent une autonomie grandissante, dans une logique de radicalisation et de provocation. La crise est aggravée encore par les postures personnelles d'un Darmanin, d'un Macron, d'un Castex répondant à des calculs électoraux, à des prévisions pour la prochaine présidentielle. La crise de l'État se nourrit du choc des ambitions de chacun.

Dès lors, on s'inquiète. Les éditorialistes de la presse quotidienne multiplient les mises en



JE PRENDS  
CONTACT AVEC  
LE COMITÉ  
POID LE PLUS  
PROCHE DE  
CHEZ MOI  
[en cliquant ici](#)

garde : il est temps d'arrêter l'escalade. Certains plaident même qu'il vaudrait mieux retirer toute la loi pour sauver l'essentiel : la domination politique de la classe capitaliste.

La puissance des mobilisations du 28 novembre tient à ce que s'y sont exprimés à la fois le rejet de cette loi liberticide, mais aussi toutes les colères : contre les plans de destruction d'emplois et les licenciements qui menacent par centaines de milliers ; contre la réforme des retraites que le ministre Le Maire vient de déclarer prioritaire au nom du remboursement de la dette, dette forgée par les centaines de milliards offerts aux capitalistes par le gouvernement et le Parlement depuis le début de la pandémie ; colère aussi contre la manière scandaleuse dont ce gouvernement agit face à la pandémie, multipliant les mensonges pour mieux camoufler que seule compte pour lui la préservation des intérêts capitalistes, mais ni la santé des travailleurs et des jeunes, ni leur emploi, ni leur droit à étudier...

Oui, toutes les colères, toutes les révoltes, toutes les inquiétudes se concentrent en ce moment en une exigence : retrait de la loi « sécurité globale ». Ces derniers jours, on entend certains « stratèges » défendre la nécessité d'« élargir ». De deux choses l'une : ou bien la mobilisation en cours reste fidèle à son objectif, faire retirer la loi « sécurité globale ». Et alors, il importe que tous ceux qui en ont pris l'initiative, à commencer par les syndicats de journalistes, la Ligue des droits de l'homme et toutes les associations, organisations diverses, politiques et syndicales, qui s'y sont agrégées, restent fermement unies pour y parvenir. Car, il est là le véritable « élargissement » : imposer le retrait de cette loi infâme serait un formidable

Recherch 

encouragement à la mobilisation pour faire reculer le gouvernement sur d'autres questions.

Ou bien il s'agit de prétendre faire aboutir toutes les causes en même temps, c'est-à-dire d'imposer tout à la fois le retrait de la loi « sécurité globale » et de la réforme des retraites, et l'interdiction des licenciements, et les dotations indispensables à l'école, aux hôpitaux... alors l'objectif devient politique : il faudrait dire clairement que le but est de chasser Macron et d'en finir avec le régime de la Ve République pour imposer un gouvernement qui règle l'ensemble des questions dans le sens des intérêts de la majorité, du peuple travailleur. Et il faudrait dire clairement que c'est la grève générale dans l'unité qui est à l'ordre du jour. En dehors de quoi, les discours sur l'« élargissement » resteront... des discours, diluant la revendication de retrait de la loi liberticide, et la mobilisation elle-même.

Pour sa part, le POID l'a dit et l'a exprimé sur ses banderoles, ses pancartes, dans ses mots d'ordre et ses tracts distribués dans les manifestations : nous estimons que l'urgence est de chasser Macron tout de suite, de convoquer l'Assemblée constituante souveraine, de liquider la Ve République et d'ouvrir la voie à un gouvernement de la majorité, un gouvernement de défense du peuple travailleur et de la jeunesse.

On peut bien sûr partager ou non cette position. Mais disons clairement que le premier pas pour aller dans cette direction, en tout cas le premier pas pour aller vers une rupture, c'est d'imposer le retrait, tout de suite, maintenant, de la loi « sécurité globale ». Inconditionnellement et dans l'unité. Premier pas vers un changement

d'envergure que toute la situation met à l'ordre du jour.

---

**Partager :**

